

Réponse du Gitep TICS **à la consultation publique de l'ARCEP sur le dégroupage et ses** **perspectives d'évolution**

Mai 2013

1. Présentation du Gitep TICS

Le Gitep TICS est le groupement des industries des technologies de l'information et de la communication. Il rassemble les équipementiers et constructeurs d'infrastructures numériques, les constructeurs d'équipements terminaux et les entreprises de services dans le domaine des infrastructures et équipements numériques (réseaux fixes, réseaux privés, réseaux mobiles et terminaux). Le Gitep TICS représente un secteur économique d'environ 15 milliards d'euros, pour un effectif de 40 000 personnes.

2. Préambule

a. Les enjeux économiques et sociétaux du haut et très haut débit

Il est aujourd'hui largement reconnu que le numérique constitue le principal moteur de l'économie et est la réponse aux principaux enjeux de société. Il ne sera bientôt plus possible d'établir une entreprise, d'offrir des services de santé, des outils adaptés pour l'éducation, favoriser la transition écologique, ou accéder à la culture, sans disposer d'accès performant aux réseaux de communications électroniques.

Les besoins en trafic explosent. A titre d'exemple, certaines études prévoient que le trafic mobile sera multiplié par un facteur 25 entre 2012 et 2017, compte tenu de la diffusion rapide des smartphones et des tablettes multimédia, des applications vidéo ou encore du développement du cloud.

b. Des infrastructures THD indispensables

Il ne sera possible de répondre à l'évolution des usages, services et applications fixes, nomades et mobiles qu'à condition de prévoir un déploiement rapide des infrastructures très haut débit (THD) sur la plus grande partie du territoire.

Nous assistons également au développement d'applications et services nouveaux (cloud, e-education, e-santé, gaming, etc.) qui nécessitent un accès internet avec une qualité de service élevée, incluant notamment une bande passante symétrique (débit équivalent vers le réseau et depuis le réseau) et un temps de latence faible, indispensables pour une expérience utilisateur acceptable.

c. Un socle commun : la fibre optique

Au cœur de tous ces réseaux, il y a un dénominateur commun : la fibre optique. Seule la fibre optique permet d'envisager les évolutions décrites précédemment avec sérénité.

Déployer des infrastructures à fibres optiques et les services très haut débit qu'elles supporteront est un enjeu équivalent à celui de l'électrification de notre pays au 20ème siècle qui a permis une révolution industrielle, accélérateur de croissance, moteur d'emploi et source de développement social.

Il est nécessaire, au minimum, de déployer la fibre optique jusqu'au plus près des habitations.

Il est toutefois à noter qu'il pourra être possible d'implanter des solutions intermédiaires, telles que la réutilisation du cuivre, avec des technologies VDSL2 ou VDSL2 vectoring depuis un sous-répartiteur, ou l'utilisation d'accès mobiles LTE.

d. Le retard de la France

L'Europe de l'ouest, et notamment la France, prennent actuellement du retard en matière de déploiement de la fibre optique, par rapport à nos principaux partenaires internationaux.

Plusieurs constatations permettent d'illustrer un tel retard :

- Au niveau européen, seuls 35% des foyers sont, aujourd'hui, éligibles au THD, contre 65% en Amérique du Nord et 80% en Asie. Le pourcentage d'abonnés à des services THD est, lui, compris entre 5 et 10% en Europe, alors que l'Amérique du Nord en compte plus du double (entre 10% à 30%), contre plus de 40% en Asie.
- Notre pays est classé au 26ème rang mondial, pour ses infrastructures numériques, par le rapport du World Economic Forum¹, alors qu'il représente la 5ème puissance économique mondiale.
- La France compte environ 35 millions de lignes cuivre et construit à peine 400 000 prises en fibre optique par an. A ce rythme, il faudrait plusieurs dizaines d'années pour remplacer complètement le cuivre par la fibre. Le retard de la France est tel, que l'objectif gouvernemental visant à raccorder tous les français en THD à l'horizon de 2022 ne semble pas réaliste.

3. Questions posées par la consultation publique

L'ARCEP pose, au travers de sa consultation publique, la question de la poursuite du dégroupage, à l'horizon de la prochaine analyse de marché du haut et du très haut débit (mi-2014 à mi-2017). L'Autorité envisage éventuellement de définir de nouveaux outils de régulation permettant de donner une nouvelle impulsion au dégroupage.

¹ The Global Information Technology Report 2013, <http://www.weforum.org/reports/global-information-technology-report-2013/>

a. La problématique des « petits NRA »

Comme l'indique le texte de la consultation, les NRA (Nœuds de raccordement d'abonnés) aujourd'hui non dégroupés sont au nombre de 8980 et desservent 13,7% de la population. Ils sont globalement de petite taille et plus éloignés du réseau de collecte des opérateurs que les NRA déjà dégroupés.

Le Gitep TICS confirme que, pour permettre à l'ensemble de la population française d'accéder à des débits suffisants et ainsi réduire la fracture numérique, il est crucial de trouver des solutions adaptées dans les zones desservies par les « petits NRA ».

Certes, l'identification de leviers permettant d'envisager le dégroupage des petits NRA revêt un enjeu important, mais nous considérons qu'il est plus urgent encore de favoriser le déploiement rapide de la fibre optique sur l'ensemble du territoire et, le cas échéant, mettre en œuvre des solutions techniques transitoires, de « montée en débit » (dans son acceptation élargie aux technologies VDSL2, vectoring etc...), par la ré-utilisation du cuivre, tout en connectant la fibre au plus près des abonnés. Le déploiement en parallèle de solutions mobiles très haut débit (LTE) permettra également d'adresser cette problématique.

b. Premier levier : accélérer le déploiement de la fibre optique

Comme expliqué précédemment, le Gitep TICS considère que le déploiement de la fibre optique doit constituer une priorité pour notre pays.

La question centrale doit être celle de la migration du cuivre vers la fibre optique, dans les réseaux de collecte, en premier lieu, mais aussi, dans les réseaux de desserte et de raccordement.

Il est à noter, à ce sujet, que la migration du cuivre vers la fibre optique permettra de faire disparaître le problème des abonnés distants ou celui des « petits » NRA non dégroupés. En effet, l'un des atouts majeurs de la fibre optique tient au fait qu'elle permet d'acheminer le trafic sur des distances importantes, avec une atténuation quasi-nulle.

Nous souhaitons également souligner l'importance de veiller à la bonne homogénéité des réseaux THD, afin notamment d'en assurer, à terme, l'interopérabilité et de générer des économies d'échelle. Pour cela, nous encourageons les pouvoirs publics à s'appuyer sur les travaux de la plate-forme « Objectif Fibre », réunissant l'ensemble des acteurs impliqués dans le déploiement de la fibre optique et d'envisager également les apports complémentaires des solutions très haut débit mobiles.

c. Second levier : mettre en œuvre des solutions transitoires

Bien entendu, la desserte du territoire en fibre optique se fera progressivement, sur plusieurs années, et il semble opportun d'identifier des solutions transitoires, permettant d'apporter un débit suffisant avant l'arrivée de la fibre.

Dans les zones non encore desservies en THD, les solutions filaires de type FTTN (Fiber To The Node) ou FTTP (« Fiber To The Distribution Point », dont la définition reste floue à ce jour), ainsi que les services mobiles 3G et 4G, peuvent - et pourront - être mises en œuvre.

GITEP TICS

La solution de montée en débit « élargie » (NRA MED), couplée aux technologies de type VDSL2 ou vectoring peut aussi être intéressante dans les territoires pour lesquels le déploiement de la fibre à l'abonné n'est pas prévu avant de nombreuses années. Techniquement, elle nécessite de prolonger le réseau de collecte en fibre optique jusqu'au sous-répartiteur.

Nous voyons dans cette solution, des avantages et inconvénients :

- Avantages :
 - o Une partie du réseau amorce sa migration vers la fibre optique
 - o Le dégroupage, physique ou virtuel, du NRA devient possible
 - o Tous les services (audiovisuels, etc...) sont disponibles
- Inconvénients :
 - o Le coût de ce NRA-MED lorsqu'il y a peu de lignes d'abonnés
 - o Des études montrent que dans la majorité des cas envisagés, les coûts sur le moyen terme d'Opex et de Capex demeurent supérieurs au cas d'une étape intermédiaire de type montée en débit qui, de plus, concerne souvent des zones où l'appétence pour la fibre est supérieure à celles des zones denses qui ont un réseau cuivre de bonne qualité.

Les solutions satellitaires sont citées dans le texte de la consultation publique. Le Gitep TICS estime qu'elles présentent quelques avantages, mais de nombreux inconvénients :

- Avantages :
 - o Investissements plus légers par rapport à ceux nécessaires pour constituer un réseau terrestre
 - o Couverture totale et immédiate du territoire si le nombre d'abonnés n'est pas élevé
- Inconvénients :
 - o Latence importante, rendant inopérants certains services
 - o Partage de la bande passante entre un grand nombre d'utilisateurs
 - o Ne peut contribuer à la montée en débit du territoire, aussi bien pour les services fixes que mobiles (le déploiement d'un réseau fibre optique et/ou hertzien est nécessaire pour cela)
 - o Faiblesse de l'écosystème des équipements terminaux
 - o Manque d'homogénéité des services

Aussi, le Gitep TICS considère que les solutions satellitaires ne peuvent être considérées comme la réponse principale aux besoins des populations vivant dans les zones peu denses, même dans les zones où les réseaux fibres optiques ne se déploieront pas à long terme. Il s'agira, selon nous, de solutions très marginales.